



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[5 533 793]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	69 648 000 000 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires In 2020, the State budget increased.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[42 701]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[43 140]

[] NA

Commentaires In 2020, the average gross annual salary was EUR 3 595 per month.

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

[X] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Statistics Finland, Information service

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/

ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	282 008 000 [] NA [] NAP	298 379 075 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	205 387 661 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	37 709 671 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	22 936 154 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	14 773 517 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	7 932 641 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	33 651 827 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	856 500 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	12 840 775 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : No detailed breakdown of the approved budget is available because the budget is allocated to the courts by the Finnish Parliament in state budget as one sum. Realized euros are available with a more detailed breakdown from the accounting. The implemented budget for computerisation increased in 2020 compared to 2018. The main reasons for this are the two large IT development projects called the AIPA (general courts) and HAIPA (administrative courts) which both were in progress. For more information about the projects, please see the question 208.

In 2020, the COVID pandemic affected many court sessions that had to be postponed and in many cases the procedure was interrupted (in June 2020 more than 6000 criminal cases). This influenced the number of sessions and therefore the amount of justice expenses decreased between 2018 and 2020.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui, au début de la procédure () Oui, à un stade ultérieur (X) Non
en matière autre que pénale	() Oui, au début de la procédure (X) Oui, à un stade ultérieur () Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The court fee is collected after the court proceedings have finished.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[41 831 614]

[] NA

[] NAP

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	93 700 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	89 200 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	() Oui (X) Non [] NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	(X) Oui () Non [] NAP

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	51 540 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	50 210 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	379 043 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Annual public budget allocated to training of public prosecution services: in 2020 the total amount used for training was 379 043 euro. This comprises of: 208 000 euro for salaries related to trainings (+ plus pensions etc payments); 38 673 euro of travel expenses (excluding VAT), 83 062 euro for purchasing different course and conference services, and 49 300 euro used for training by the Office of the Prosecutor General. It is noteworthy that the travel expenses decreased approximately 170.000. This was due to, amongst others, covid-19 situation which led to holding the training remotely.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Parlement	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Cour Suprême	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : "Other" is the National Courts Administration, established in January 2020. One of the aims was to increase the independence of the courts. One of the tasks that was transferred from the Ministry of Justice to the NCA was related to the budgets of the courts. Therefore, since 2020 the NCA is tasked with the "Preparation of the total court budget" and "Management and allocation of the budget among the courts".

Evaluation of the use of the budget at national level: the Supreme Courts have their own budgetary accounts and they decide of the use and planning independently. Even though with these courts the budget negotiations are held, the nature of these negotiations is more like discussion events.

**014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?
En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :**

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[]	[]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[X]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[X]	[X]
Nombre d'affaires terminées	[X]	[X]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
-----------------------	------------------------------------	-------------------------------	---

Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : On Courts and judges: National Courts Administration

On Legal Aid: Ministry of Justice, Department for Private Law and Administration of Justice, and National Courts Administration

Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	984 381 000 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP

Ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
------------------	---

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Systeme pénitentiaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de probation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur des procureurs	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Cour constitutionnelle	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Service de gestion du système judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'avocat d'Etat	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service de l'exécution	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Notariat	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Service d'expertise légale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The management responsibilities in an individual court ultimately lies with the President (Supreme Court, Supreme Administrative Court, Courts of Appeal and Labour Court) or the Chief judge as the head of court (District Courts, Administrative Courts, Market Court and Insurance Court). They are judges. They are appointed for a fixed term of seven years at a time and have the right to continue as a judge after. The provisions governing the appointment of permanent judges apply to the appointment of heads of court. To be appointed as head of court, the person shall meet the qualifications required for judges and have leadership skills. The courts are responsible for the organisation of their work in compliance with the law. Further provisions on the activities of a given court, on the consideration of judicial and administrative matters, and on other organisation of work are laid down in the rules of procedure approved by the court. "The head of court is responsible for developing the court and ensuring its operational capacity. The head of court determines the performance targets for the court and sees to it that these are achieved. The head of court shall supervise the uniformity of the application of legal principles and the interpretation of the law in the decisions of the court. The head of court participates in the administration of justice to the extent that his or her other duties allow." (Courts Act, Chapter 8, Section 2) "The head of court decides administrative and financial matters within the authority of the court that have not been assigned to other public officials for decision. ... Provisions on the right of the head of court to refer a matter to another public official for decision are laid down in the rules of procedure. The head of court may personally decide a matter that he or she has already referred to another public official for decision or that otherwise is within the authority of another public official." (Courts Act, Chapter 8, Section 3, Sub-sections 1 and 3)

The head of court may be assisted by a management group (Courts Act, Chapter 8, Section 1), by a Head of administration (Courts Act, chapter 19, section 5) or legally trained judge appointed as a Director of department in case the court has departments (Courts Act, Chapter 8, section 4). The Head of administration is appointed by the court and the Director of the department by the head of court.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- Individual prosecutors are free and independent in their consideration of charges. However, for organisational purposes, the National Prosecution Authority is divided into Prosecution Districts. There are five Prosecution Districts: Southern Finland, Western Finland, Northern Finland, Eastern Finland and Åland. A Prosecution District is responsible for organising prosecution duties in criminal matters considered in its area. Additionally, Prosecution Districts develop the prosecution activities in their areas under the guidance of the Office of the Prosecutor General. Prosecution districts are also responsible for the effectiveness of prosecution activities, supervision of the legality and consistency of the activities of the prosecutors, and co-operation between authorities. The Chief District Prosecutor heads a Prosecution District, assisted by Deputy Chief District Prosecutors. Chief District Prosecutor then answers in the administrative matters to the Office of the Prosecutor General.

As the central administrative unit, the Office of the Prosecutor General is responsible for the operational prerequisites of the entire National Prosecution Authority and acts as the headquarters of the Prosecutor General.

The duties of the Office of the Prosecutor General are to:

- appoint the Chief District Prosecutors, Special Prosecutors and District Prosecutors
- steer and develop the National Prosecution Authority and prosecution activities
- ensure the effectiveness of the activities of the National Prosecution Authority
- supervise the legality and consistency of the activities of the prosecutors
- take care of the National Prosecution Authority's general administration, communications and training
- engage in the national and international co-operation within its purview
- ensure the organisation of the activities of prosecutors acting as heads of investigation in crimes in which a police officer is a suspect.

The duties of the Office of the Prosecutor General are laid down in the Act on the National Prosecution Authority and the Government Decree on the National Prosecution Authority.

The Office of the Prosecutor General is headed by Prosecutor General. Deputy Prosecutor General acts as her deputy.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la

fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Legal aid is provided at the expense of the state to persons who need expert assistance in a legal matter and who are unable to meet the costs of proceedings as a result of their economic situation. Legal aid covers the provision of legal advice, the necessary measures and representation before a court of law and another authority, and the waiver of certain expenses related to the consideration of the matter. Legal aid is not provided to a company or a corporation. The legal aid does not cover the legal costs of the opposite party. The legal aid system used in Finland is known internationally as a mixed legal aid model. Legal aid services employ both public and private service providers. This means that a person entitled to state-funded legal aid can choose whether he or she wants to use the services of a public or private lawyer. No distinction of primary v. secondary legal aid services can be made. The biggest distinction between the services of the legal aid offices and those provided by private lawyers is that the private lawyers are only allowed to handle legal aid cases involving court proceedings. This leaves all out-of-court issues (such as providing legal advice or document drafting) under the jurisdiction of the legal aid offices.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser : The granting of legal aid exempts the recipient from liability for the enforcement fees pertaining to the judgment or the court order and any expenses payable in advance. All necessary costs of enforcement are covered from state funds, if they cannot be collected from the opposing party. (Legal Aid Act, Section 4(4)).

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Legal aid can be granted for travel and lodging costs for the lawyer, as well as for the expenses of witnesses, expert witnesses included. A state-covered support person may be appointed to a victim of violent or sexual crimes, in addition to his/her legal representation.

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
-------	---------------------------------------	---

TOTAL	82 628 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
En matière autre que pénale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : At the moment, the requested data cannot be provided because the reporting system of the legal aid is currently being renewed.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	[] NA [X] NAP
Durée moyenne réelle	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non [] NAP
Victimes	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays;

s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration and Ministry of Justice, Department for Private Law and Administration of Justice, and National Courts Administration
Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Unit of criminal procedure

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://www.finlex.fi/fi/	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://www.finlex.fi/fi/	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://oikeus.fi/en/index/judicialadministration.html	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://oikeus.fi/en/index/oikeuslaitos.html	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

() Non

(X) Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser : In civil cases, the court must provide the parties information on the estimated time frame of the proceedings in accordance with chapter 5 section 18 of the Code of Judicial Procedure. In criminal cases, there is not a statutory obligation to provide such information. However, in practice in cases in which the hearing will take a longer time the court usually contacts the prosecutor and the parties' lawyers of the arrangements such as the hearing dates and times. This dialogue can also take place in a preparatory hearing where all parties are present organised in complex cases.

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Mineurs (témoins ou victimes)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]15-17 years <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d’ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d’action, type d’affaires, autre).

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input type="checkbox"/> Services d’aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d’aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire In civil cases: as a party in a civil case, their right to be heard shall be exercised by their guardian or other legal representative. However, if the case concerns the person of a minor, their right to be heard shall be exercised the person responsible for their care and custody or their other legal representative. A person without full legal capacity shall personally (and only they) exercise their right to be heard if they are competent to administer the object of the dispute or of the offence, or if the dispute concerns a transaction into which they are competent to enter. A minor who has reached the age of fifteen has an independent right to be heard in a matter concerning their person, parallel to that of the person responsible for their care and custody or their other legal representative. (Code of Judicial Procedure, Chapter 12, Section 1)

An injured party in a criminal case: the right to be heard shall be exercised by their guardian or other legal representative. If the offender is the parent and the other parent is disqualified to represent the minor, a stand-in guardian will be appointed to act on behalf of the minor. An defendant in a criminal case: a minor shall personally exercise their right to be heard if they are responsible under criminal law. However, in addition, their guardian, the person responsible for their care and custody, or other legal representative shall have an independent right, parallel to that of the defendant, to be heard.

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d’âge
- Capacité de discernement
- Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d’âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- 15]
- NA
- NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[15]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Minors under the age of 15 can't be held liable for their actions in criminal proceedings. They may, on the other hand, be submitted to actions by the child protective system/child welfare. These may be informal consequences, like parental involvement, supervision, behavioral speeches, retribution or agreement between the parties. They can, however, be liable for the damages they have caused. Minors of 15-17 years of age can be held liable in a court of law and can face all sanctions/punishments in the Finnish Criminal Code (fine, supervision, community service, imprisonment). In addition, there is a specific form of punishment only for under 18 year-olds, the juvenile penalty. (The Criminal Code, Chapter 6, Section 1) However, the sentence is determined in accordance with a mitigated penal latitude if the offender has committed the offence below the age of 18 years. (The Criminal Code, Chapter 6, Section 8)

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
- Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
- Oui, toujours
- Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Compensation is not limited to the type of offence but according to the damage caused. In general, the compensation covers bodily harm and suffering/psychological harm. For example compensation for the suffering is paid only to victims of crimes against sexual self-determination, freedom and personal integrity.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
- Non

Commentaires As a rule, a court decision is necessary, but compensation can be paid, for example, when the offender remains unknown, charges against the offender are not brought or they are not brought within a time limit specified in the law.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
- Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Compensation is not limited to the type of offence but according to the damage caused. In general, the compensation covers bodily harm and suffering/psychological harm. For example compensation for the suffering is paid only to victims of crimes against sexual self-determination, freedom and personal integrity.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires As a rule, a court decision is necessary, but compensation can be paid, for example, when the offender remains unknown, charges against the offender are not brought or they are not brought within a time limit specified in the law.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : Compensation is not limited to the type of offence but according to the damage caused. In general, the compensation covers bodily harm and suffering/psychological harm. For example compensation for the suffering is paid only to victims of crimes against sexual self-determination, freedom and personal integrity.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires As a rule, a court decision is necessary, but compensation can be paid, for example, when the offender remains unknown, charges against the offender are not brought or they are not brought within a time limit specified in the law.

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : The Legal Register Centre has estimated that out of the compensation paid to the victims by the State, approximately 40 percent can be recovered from the defendants. The question of compensation for the victim is dealt with in the criminal proceedings. A compensation ordered by a court in a criminal judgement is enforceable (after it becomes final) by the state enforcement officers. So, if the injured party so requests, and if the defendant has funds / property, the victim will get the compensation.

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de

la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d’obtenir une décision d’un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : The victims of offences do not have a right to dispute a public prosecutor's decision to discontinue a case in court, but they have the ability to: a) file a complaint to the Office of the Prosecutor General to have the decision reviewed by the Prosecutor General. S/he in turn can decide to prosecute the case or order another prosecutor to conduct an independent consideration of charges on the matter (11.2 §, Act on the National Prosecution Authority (32/2019)), b) continue with the criminal proceedings against the alleged perpetrator independently without the prosecutor. In such a case the Court will usually have to reserve a chance to the prosecutor to give his or her opinion of the criminal proceedings before the sentencing, if the court does not find this clearly unnecessary in the particular case. (Chapter 1, sections 2-17 & Chapter 7 of the Criminal Procedure Act (689/1997)).

037. Existe-t-il un système d’indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d’indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	56 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	154 264 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d’indemnisation et la méthode de calcul du montant de l’indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : In criminal cases the primary means to compensate excessive length of proceedings for a convicted person is to reduce the sentence. Therefore the number of compensation paid does not reflect the whole picture of the cases where the proceeding has taken too long. For excessive length the compensation is 1500 euro/unduly delayed year, maximum 10.000 euro, which may be exceeded if there are special circumstances.

The information on wrongful arrest and wrongful conviction are compiled together. There were 437 requests. A total of 2 916 000 euros has been paid as compensation. For wrongful arrest the compensation is in practice approximately 120 euro/day but it can be higher due to the circumstances. For wrongful conviction the compensation covers fair legal costs.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Rovaniemi Court of Appeal conducts surveys to 1) staff, 2) clients and c) stakeholders.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	614 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : There were 40 requests for compensation for the excessive length of judicial proceedings in 2020. The total amount paid as compensation was approximately 154 000 euro. However, in criminal case the compensation can be a reduction in sentence, so this data does not accurately reflect the amount of delayed cases. Parliamentary Ombudsman received 254 complaints related to administration of justice.

The Chancellor of Justice received 274 complaints related to general courts in 2020, 67 cases related to administrative courts and 19 related to special courts.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The number of district courts was reduced at the re-structuring on 1.1.2019.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	45 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	52 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP



=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	36 [] NA [] NAP
Le licenciement	36 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	36 [] NA [] NAP
Faillite	36 [] NA [] NAP

Commentaires The number of district courts was reduced at the re-structuring on 1.1.2019.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Please see general comment for 045.

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[0]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration

Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et

spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	1 077 [] NA [] NAP	433 [] NA [] NAP	644 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	854 [] NA [] NAP	323 [] NA [] NAP	531 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	178 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	45 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	16 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires In principle same provisions regarding part-time work are applied for judges as for other government officials.

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser Partial sick leave, part-time medical or vocational rehabilitation

Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	12 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
1. En première instance (%)	9 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP

2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

() Moins de 50 %

() 50 – 60%

() 60 - 80%

() Plus de 80 %

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	1 077 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	278 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Première instance	854 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	251 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Deuxième instance	178 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[X] NA [] NAP
Cours suprêmes	45 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	27 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	36 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	29 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP

2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	5 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires 1. The number of district courts has diminished, resulting in a decrease in the number of first instance court presidents.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

() Non

[X] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	1 477 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

Oui	Non	Echevinage
-----	-----	------------

Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
Affaires familiales	()	(X)	()
Affaires de droit du travail	()	(X)	()
Affaires de droit social	()	(X)	()
Affaires commerciales	()	(X)	()
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	2 162 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	516 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 646 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Personnels techniques	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : The total non-judge staff includes office staff 1477, summoners/process serves 273, trainee district judges 137 and referendaries 275. 1. "Rechtspfleger (or similar bodies)": The senior judge of a district court may appoint in writing a member of the office personnel at the district court who has given an affirmation corresponding to the judge's affirmation, who has received sufficient training and who has sufficient skills to attend to the duties: (1) in cases referred to in Chapter 5, section 3 of the Code of Judicial Procedure: (a) to give judgments by default; (b) to give, on the basis of Chapter 21, section 8(c) of the Code of Judicial Procedure, decisions and judgments on court costs, if the respondent has conceded the claim; (c) to decide on the staying of an action if the plaintiff has withdrawn the action and the respondent does not call for a decision in the case; (2) to decide on applications for divorce on the basis of section 25, subsection 1 of the Marriage Act (234/1929) if both spouses are domiciled in Finland. If the case to be decided by office personnel, as referred to in subsection 1, proves to be extensive, subject to interpretation or otherwise difficult to decide, the case shall be transferred for a decision of a notary or a legally trained judge at the district court. The chief judge of a district court may appoint in writing a member of the office personnel at the district court who has sufficient skills, to issue summons and certificates, to effect service of documents and to attend to other duties connected to the preparation, consideration or enforcement of administration of justice matters. Before taking such tasks the staff member must give an oath. (Courts Act, Chapter 19, Section 6).

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	2 162 [] NA [] NAP	516 [] NA [] NAP	1 646 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 783 [] NA [] NAP	426 [] NA [] NAP	1 357 [] NA [] NAP

2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	233 [] NA [] NAP	53 [] NA [] NAP	180 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	146 [] NA [] NAP	37 [] NA [] NAP	109 [] NA [] NAP

Commentaires

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- Pour l'aide judiciaire
- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :translation and interpretation

Commentaires The National Courts Administration, jointly with the judicial training board are responsible for training of judges and other court staff. The courts can, and do, also organise additional training for their staff.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	390 [] NA [] NAP	155 [] NA [] NAP	235 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Prosecutors in Finland are not bound on Court instances.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[X] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[X] A des fins de retraite anticipée

[X] Autre raison, veuillez préciser For various reasons including parental leave, nursing leave, study leave or early retirement. If an employee wishes, for other social or health reasons, to work less than the regular working hours, the employer must seek to arrange work so that the employee can work part-time. (Working Hour Act, Section 15)

[] Sans raison

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	2 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires There were in total 21 persons working part-time in the prosecution service. 8 of those were prosecutors so this is less than 2 percent. 13 persons working part-time were other staff members. Out of those 21 persons, 18 were women and 3 men. Most of the part-time employees are law students working as secretaries in the prosecution service.

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
- () 50 - 60%
- (X) 60 - 80%
- () Plus de 80 %
- [] NA
- [] NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	8 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Prosecutors in Finland are not bound on Court

instances.

This number includes the five prosecution districts, the The Prosecutor General and the Deputy Prosecutor General. The number of heads of prosecution offices decreased between 2018 and 2020 due to the re-organization of the prosecution.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires In addition there are the Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice. We do not have statistics on how many private persons have taken on prosecution.

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	139 [] NA	11 [] NA	128 [] NA
--	---------------	--------------	---------------

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) General legislation on gender equality	()
des procureurs	(X) General legislation on gender equality	()
du personnel non-juge	(X) General legislation on gender equality	()
des avocats	(X) General legislation on gender equality	()
des notaires	(X) General legislation on gender equality	()
des agents d'exécution	(X) General legislation on gender equality	()

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : General legislation on gender equality

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)

des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)

Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire : The Ombudsman for Equality is an independent authority whose main duty is to supervise compliance with the Act on Equality between Women and Men. S/he also provides guidance and information on discrimination due to gender, gender identity and gender expression, and promotion of equality. However, he supervises all public authorities and private employers and not just the justice system.

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Law on Ombudsman for Equality
(Laki tasa-arvovaltuutetusta / Lag om jämställdhetsombudsmannen 30.12.2014/1328)

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) The Ombudsman for Equality is independent but under the administrative branch of the Ministry of Justice.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) The Ombudsman carries out his tasks primarily by providing guidance and advice. They can also assist a victim of discrimination when they are taking action to ensure their rights.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

Oui	Non
-----	-----

dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires The Ministry of Finance has a public administration ICT function that guides the entire public administration of ICT. The Ministry of Justice draws up a strategy for its own administration based on policies by the Ministry of Finance. In addition, the NCA manages the systems used only by the courts.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

- personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement
- équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels

administratifs/techniques/scientifiques

() autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » There has been different approaches to projects. For example, development of the new case management systems have been led by judges allocated to the project. However, other models have been chosen for other projects. The NCA does not have an ICT-department but uses the services from the government's Legal Register Centre and Government ICT Centre.

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

() Oui

(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [] les processus opérationnels
- [] la charge de travail
- [] les ressources humaines
- [] les coûts
- [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) Before introducing new IT systems it is necessary to perform security audit and an impact assessment of data protection.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) EU General Data Protection Regulation (GDPR) complemented with national Data protection Act (1050/2018) (<https://www.finlex.fi/en/laki/kaannokset/2018/en20181050.pdf>) and Law Enforcement Directive (LED) which has been implemented nationally with Act on the Processing of Personal Data in Criminal Matters and in Connection with Maintaining National Security (1054/2018) (<https://www.finlex.fi/en/laki/kaannokset/2018/en20181054.pdf>) creates a legal framework for the protection of personal data also in the Courts. For non-judicial processing the competent supervisory authority is the Data Protection Ombudsman (Section 14 in Data Protection Act). There are no specific regulations about the relation of the supervision according to Article 55.3 of the GDPR (courts are acting in their judicial capacity), in our National Data Protection Act (1050/2018) or other legislation which is complementing GDPR. Also, according to Section 45 of the 'Act on the Processing of Personal Data in Criminal Matters and in connection with Maintaining National Security' it is regulated that "The provisions of this Act on supervision do not apply to courts". The Constitution of Finland states that both the Chancellor of Justice of the Government and the Parliamentary Ombudsman must ensure that the courts of law, the authorities and civil servants, public employees and other persons (when they are performing a public task), obey the law and fulfil their obligations. The Chancellor and the Ombudsman also monitor the implementation of basic rights and liberties and human rights. These tasks have been mentioned in the drafting material of the national data protection legislation. That said, actual tasks, powers and resources to supervise based on the data protection legislation in judicial context has not been evaluated in detail. This needs clarification.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

(X) Oui

() No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data

Civile et/ou commerciale	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Pénale	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	() Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements (X) Non	() Oui pour tous les jugements (X) Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : The Finlex-database includes summaries of ECHR case law in Finnish. In addition, decisions concerning Finland include full original text in English. This part of the data base is updated twice a month. In addition to this data-base, Supreme Court and Supreme Administrative Court publish their decisions on their web-pages. The Ministry of Justice is publishing case law in so called "Semantic Finlex" <https://data.finlex.fi> according to standards for open data (in the format of RDF-standard as triplets). This Semantic Finlex –service was opened in March 2016 and it contains the same precedent cases of the Supreme Court and Supreme Administrative Courts that are published in the "basic Finlex" <https://finlex.fi/fi/oikeus/>

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès The head of the court authorizes the access and the ICT Centre adds rights to the system.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n’existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires Simple dictation tools are "not available", as the dictation tools are not used to dictate so that someone could type it later. Availability of multiple speakers recording tools: Witness statements are recorded in the courts to a centralized server from which they can be accessed by a higher court handling the appeal.

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	(X) dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) Non
	(X) non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux (X) Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré (X) Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux (X) Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI (X) Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne (X) Les deux () Non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : In HAIPA (administrative and specialized courts) the parties can access the following data from the system: a date and time of hearing which is open to parties, documents that they themselves have sent to the court, documents sent by other parties after the judge has classified them available, the status of the case including "decided", and the decision after the judge has classified it as available.

In general court are in transition from the old systems (Sakari and Tuomas) to the new system (AIPA). Some of the cases were still handled in the old systems but some have already moved to the new system (secret coercive measures, petitionary matters). As the development of the new system is still ongoing, for example the statistical tools are not yet fully functional/automated.

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
---------------------	--	-----------------------------	--

Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires There is a system for collecting data on handling cases and this is deployed to all courts.

In administrative courts Power BI software is compatible with the new case management system, HAIPA. During the transition period, the administrative courts also use the Business Objects Board software (BOBI) the cases still pending in the old case management system. The general courts are also transitioning to a new case management system, AIPA. However, the number of cases in the new system was much lower than in the administrative courts. Similarly, during the transition period, the general courts also use the Business Objects Board software (BOBI) the cases still pending in the old case management system.

Due to data protection, only the court were the judge / staff member works, looks at the data related to an individual. The heads of courts are able follow the number of cases resolved by the judge. Often, this data is not used on detailed/short term manner. Rather, it may be used at a court level (for example in budget negotiations) and as a long term indicator, or in case of a sudden and radical change in judges output (but even then not as a tool for disciplinary measure). In addition, there is a tool for reporting the working hours is 'deployed' to the courts 100% in the sense that it is available and accessible. We estimated the use to correspond '50-99%'.

For prosecutors: The data is used for monitoring at national level and at local level. The tool used (BOBI) is not connected to the CMS. PowerBI software will be introduced in 2021 for statistical and monitoring purposes, and the preparation were done in 2020. Similarly, the introduction of the new case management system AIPA and the new administrative register HILDA in 2021 were prepared in 2020.

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser The general courts are in transition from the old systems (Sakari and Tuomas) to the new system (AIPA). In 2020 some of the cases were still handled in the old systems but others have already moved to the new system (secret coercive measures, petitionary matters).

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Information disponible dans le CMS	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [X] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires The Supreme Administrative Court has ruled that providing your email address to the court is interpreted as a consent to use it.

The portal for parties for administrative courts is technically a secured internet page. If this functionality is approved by the party to the

procedure, the administrative court's case management system HAIPA sends an SMS to notify them of new messages in the system. These messages do not contain the content of the court's message. For the general courts, an email including an invitation to a preparatory hearing to a civil case or a petitionary case can be sent directly from the case management system AIPA. This message includes a separate document for "acknowledgement of service" that the invited person is asked to return to the court. For other messages, the AIPA case management system has an interesting semi-electronic feature - a letter will be send directly from the system in electronic form, but an external service provider will print the letter and post it to the recipient as a ordinary letter.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
-----------------------	--	--	--	---	---

Commentaires In a summary civil cases (an undisputed debt, undisputed cases concerning evictions, restoration of possession or a disrupted circumstance) for everyone else except a private individual it is not only a possibility but initiating the matter must be done using electronic services. The digitalization project for the prosecutors and the general courts, AIPA, is ongoing. This case management system will replace their current case management systems. Since spring 2018 the tool has been used for secret coercive measure cases, and since spring 2020 for petitionary matters. The administrative and special courts have their own case management system, HAIPA. There are three different ways to communicate electronically with the administrative and special courts: 1) email (signature not required if there is no doubt about identity of the sender) except when a document needs to be served in a 'verifiable way', 2) via the customer portal of the HAIPA-system (also available to those govt agencies integrated with the system), or 3) the 'Verifiable electronic service' described below (from parties to the courts).

The Code on Judicial Procedure (Chapter 11 Section 3) allows for serving documents electronically: "[...] (2) by letter, (3) by an electronic message as is stipulated in the Act on Electronic Services and Communication in the Public Sector (13/2003), Section 18. [...] The documents referred to above in subsection 1(2) may also be sent as an electronic message in the manner identified by the addressee." Similarly, the Administrative Procedure Act acknowledges the electronic service – it refers both to the Code on Judicial Procedure (Chapter 11) and the Act on Electronic Services and Communication in the Public Sector (13/2003). In turn, the Act on Electronic Services and Communication in the Public Sector (13/2003), Section 18 stipulates on the 'Verifiable electronic service' with the consent of the party. In such cases, the authority notifies the party that the decision is available for retrieval by the party or a representative of the party. After verifiable identification the party or the representative of the party can retrieve the decision. The service of the decision shall be considered effected when the document has been retrieved. If the decision is not retrieved within seven days of the notification, the document will be served in another matter. In practice, however, electronic communication is not used in the manner described in the Act on Electronic Services and Communication in the Public Sector. After the parties have approved to the use of electronic messages and verified the correct the address, the courts use email in communication with the parties (with the exception of the decisions which required a verifiable service / acknowledgment of receipt).

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires Enforcement here includes Enforcement Agency (fines, confiscation, forfeitures) but also prison and probation services. Enforcement Agency can interact with the courts by email. Prison and probation Services has a specific computer application that transfers data from the courts to them. Similarly, the courts send data to Legal Register Centre/Fines via a specific application. When a notary is a party to the procedure, there is no specific computer application. There are no Judicial police services in Finland.

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

(X) Oui

() Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Citizens may file an application for a summons concerning an undisputed debt to the district court by using electronic online services. For others, it is compulsory to use the electronic online services.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires There are an increasing number of videoconferencing devices in all courts in Finland. However, videoconferencing is mainly used in civil and criminal matters. A preparatory hearing before the main hearing can be organized using videoconferencing. Parties and witnesses can be heard using videoconferencing in the main hearing. Decisions on whether a person will be kept detained are commonly given using videoconferencing with the judge(s) and a prosecutor or a policeman being present at the court and the detained person and their counsel being in the prison. The use of these devices reduces the need to transfer detained parties to the court, reduces travel time and travel costs of the parties and their counsels and ensures that the court hearings can be organized as the parties do not have to travel to the court handling the case but to the court nearest to them. A legislative initiative to video record the witness statements in the district courts and to watch the video recordings in the courts of appeal is being prepared at the Ministry of

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires Nowadays the voice of the witness statements is recorded. A legislative initiative to video record the witness statements in the district courts and to watch the video recordings in the courts of appeal is being prepared at the Ministry of Justice.

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Prosecution Services' system quality improvement project is underway.

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	(X) Oui () Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- [X] nombre de nouvelles affaires
- [X] durée des procédures (délais)
- [X] nombre d'affaires terminées
- [X] nombre d'affaires pendantes
- [X] stocks d'affaires
- [X] productivité des juges et des personnels des tribunaux
- [X] satisfaction du personnel des tribunaux
- [] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- [] coûts des procédures judiciaires
- [X] nombre de recours
- [X] taux de recours
- [X] clearance rate
- [X] disposition time
- [] autre (veuillez préciser) :

Commentaires Statistics Finland (until 2013) or Ministry of Justice (until 2019) no longer collect statistical data regarding the functioning of the courts and the judiciary. From 2020 onward the National Courts Administration collects data and publishes the annual operational statistics.

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires Performance yes, quality no - See answer 066

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

Oui

Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser : During the annual budget negotiations the performance of each court is evaluated. However, the general performance of the courts as a whole (for example disposition times) is monitored more frequently.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

Oui

Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires The evaluation is used for later allocation of resources in the courts but the evaluation is not the main criteria when allocating the resources.

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Biannually. The prosecution services are evaluated twice a year.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice

- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :National Courts Administration

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)

- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires "Backlogs": cases that have been pending for longer than a year are monitored.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	(X) The time the case is monitored	()
dans les services du ministère public	(X)	()

Commentaires Within the courts, the time the case is pending in a court is monitored.

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- (X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :National Courts Administration and Legal Register Centre
- () Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- (X) Oui, sur internet
- () Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires Please see for example courts' statistics 2020 (in Finnish):
<https://oikeus.fi/tuomioistuimet/en/index/tuomioistuinlaitos/statistics.html>

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Office of the Prosecutor General

Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : There is no general template so each court drafts their own report. The report is intended to the government as a part of the budgetary information as well as to the general public and the media. They are published on the web-page of each court.

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le

nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

Procureur général /Procureur de la République

Conseil supérieur des procureurs

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The National Courts Administration

Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser: Code of judicial Procedure contains a Chapter (13) on the matter. "A party to the case shall enter a plea of the disqualification of the judge at once when first being heard in the case and having been informed of the judges participating in the hearing of the case. If a party is later informed of a circumstance which may be relevant as to the disqualification of the judge, the plea concerning the same shall be entered without delay. The party shall provide justification for the plea and at the same time state when he or she was informed of the relevant circumstance. ..." (Section 8) "A plea of the disqualification of a judge shall be decided in the court seised of the main issue. The plea may be decided also in written proceedings. The court may also take up the issue of

disqualification on its own motion."(Section 9, subsection 1)

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Court Administration, The Unit for Human Rights Courts and Conventions of the Ministry for Foreign Affairs

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

[X] en matière civile

[X] en matière pénale

[X] en matière administrative

[] Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : No. However, in practice in uncontested summary proceedings and sometimes also in criminal cases in written proceedings (the defendant has confessed to the act described in the charge) the reasoning is very formulated (almost phrases).

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	155 291 [] NA [] NAP	467 946 [] NA [] NAP	491 856 [] NA [] NAP	131 384 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	6 497 [] NA [] NAP	9 201 [] NA [] NAP	8 616 [] NA [] NAP	7 082 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	125 526 [] NA [] NAP	425 171 [] NA [] NAP	449 309 [] NA [] NAP	101 388 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	125 526 [] NA [] NAP	425 171 [] NA [] NAP	449 309 [] NA [] NAP	101 388 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	18 029 [] NA [] NAP	24 743 [] NA [] NAP	24 432 [] NA [] NAP	18 340 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	5 242 [] NA [] NAP	8 831 [] NA [] NAP	9 499 [] NA [] NAP	4 574 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ. Currently the calculation is further complicated by the partial implementation of the new cases managements systems, AIPA (for general courts) and HAIPA (for administrative and special courts). The number mentioned in category 3 includes cases dealt by the administrative courts, the Market Court and the Insurance Court.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. 2.1 General civil (and commercial) non-litigious cases: The number includes cases dealt in the summary proceedings (uncontested payment orders), divorce cases and petitions. Enforcement cases: The enforcement authorities have the competence to decide on

enforcement cases, not the courts. Cases mentioned here are appeals of enforcement measures to the district courts.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. 4 Other: The number includes land right law cases, temporary procedural remedy cases, adjustment of the debts of a private individual cases, restructuring of enterprises cases and bankruptcy cases dealt by courts. The number includes also all the cases dealt with by the Labour Court.

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	20 227 [] NA [] NAP	56 932 [] NA [] NAP	50 834 [] NA [] NAP	26 325 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ. Currently the calculation is further complicated by the partial implementation of the new cases managements systems, AIPA (for general courts) and HAIPA (for administrative and special courts).

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2 ^{ème} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 395 [] NA [] NAP	2 493 [] NA [] NAP	2 604 [] NA [] NAP	1 284 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 181 [] NA [] NAP	1 833 [] NA [] NAP	1 914 [] NA [] NAP	1 100 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	177 [] NA [] NAP	581 [] NA [] NAP	625 [] NA [] NAP	133 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	177 [] NA [] NAP	581 [] NA [] NAP	625 [] NA [] NAP	133 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

3. Affaires administratives	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	37 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	79 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	65 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	51 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ. Currently the calculation is further complicated by the partial implementation of the new cases managements systems, AIPA (for general courts) and HAIPA (for administrative and special courts).

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	2 760 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 876 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 094 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 542 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ. Currently the calculation is further complicated by the partial implementation of the new cases managements systems, AIPA (for general courts) and HAIPA (for administrative and special courts).

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	3 758 [] NA [] NAP	6 188 [] NA [] NAP	6 383 [] NA [] NAP	3 563 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	314 [] NA [] NAP	683 [] NA [] NAP	740 [] NA [] NAP	257 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	3 312 [] NA [] NAP	5 204 [] NA [] NAP	5 365 [] NA [] NAP	3 151 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

4. Autres affaires	132 [] NA [] NAP	301 [] NA [] NAP	278 [] NA [] NAP	155 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
---------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	--------------------------	---------------------

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure 264

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	205 [] NA [] NAP	833 [] NA [] NAP	778 [] NA [] NAP	260 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ.

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	12 069 [] NA [] NAP	17 058 [] NA [] NAP	17 593 [] NA [] NAP	11 534 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	480 [] NA [] NAP	452 [] NA [] NAP	463 [] NA [] NAP	469 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	2 031 [] NA [] NAP	2 321 [] NA [] NAP	2 823 [] NA [] NAP	1 529 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	415 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	30 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The case management systems from which the data is collected are not static reporting tool but a dynamic and constantly changing system. So the exact number depends on the day the data is taken from the system. Part of the data here is collected on 12.1.2021 and reflects the situation on that day. The data available is: 1)Incoming cases 2)Resolved cases 3)Cases pending on the data collection date. The number of pending cases as of 1 January has been calculated based on the available data. Because of the dynamic nature of the system, the previously announced number of cases on 31 December and the now announced number of cases in 1 Jan will differ. Currently the calculation is further complicated by the partial implementation of the new cases managements systems, AIPA (for general courts) and HAIPA (for administrative and special courts).



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	1 685 [] NA [] NAP	1 952 [] NA [] NAP	2 151 [] NA [] NAP	1 486 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	1 412 [] NA [] NAP	2 226 [] NA [] NAP	2 270 [] NA [] NAP	1 368 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires In asylum seekers cases, the treatment of cases has changed. More and more cases have been held in oral treatment as before they were held in written sessions. Therefore, the cases take much more time to be resolved and therefore the amount of resolved cases has been decreased.

Cases relating to the right of entry and stay of aliens: Courts have allocated more resources to these types of cases, and this way keep reasonable the time the case is pending in the court. Also, in 2020 the administrative courts got 115 more staff as follows: 63 judges, 22 referendaries and 30 clerical staff.

In the recent Finnish case management system, the maximum pending time counted is more than one year pending. This information is used in reporting and therefore, the pending cases older than 2 years are not available.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. In Finland, a person who's request concerning asylum or permit of residence has been declined by decision or who has been refused the entry by the Finnish Immigration Service has the right to appeal the decision to the administrative court. The decision may be appealed further to the Supreme Administrative Court if the court grants a leave of appeal. The person has the right to get a legal counsel and possibly legal aid.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	392 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie enfantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : In the recent Finnish case management system, the maximum pending time counted is more than one year pending. This information is used in reporting and therefore, the pending cases older than 2 years are not available.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP	225 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	252 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	371 [] NA [] NAP	346 [] NA [] NAP	185 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	284 [] NA [] NAP	76 [] NA [] NAP	161 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	201 [] NA [] NAP	243 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	131 [] NA [] NAP	313 [] NA [] NAP	148 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires The variations between 2018 and 2020 in respect of the average length in the second and third instances are due to the yearly fluctuation.

In the recent Finnish case management system, information regarding the “% of decisions subject to appeal”, the “Average total length of the total procedure (in days)” and the “% of cases pending for more than 3 years for all instances” is not used.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. A marriage may be dissolved by a court decision (divorce). A divorce case becomes pending in the district court by a written

application for a divorce which can be filed either by the spouses jointly or one spouse alone. If a spouse alone has applied for a divorce, the other spouse is notified about the application. This begins the consideration period of six months. However, if the spouses have lived separated for the past two years without interruption and can prove that with an official document, there is no consideration period. Once the consideration period has ended, the spouses jointly or one spouse alone may file an application for a final divorce. Then the district court can grant the spouses a divorce. The application must, however, be filed within one year from the beginning of the reconsideration period. When handling a divorce case, the court does not examine the reasons for a divorce application.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of court proceedings is calculated from the day when the case becomes pending in a court of until the day when the judgment or decision is given. Timeframes are calculated via automated case management system which provides information about the duration of procedures in every single case as necessary

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- affaire civiles
- affaires administratives
- affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	13 991 [] NA [] NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	91 246 [] NA [] NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	87 530 [] NA [] NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	25 888 [] NA [] NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	[] NA [X] NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	389 [] NA [] NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	16 809 [] NA [] NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	8 690 [] NA [] NAP
3.2. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	12 [] NA [] NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	4 917 [] NA [] NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	56 713 [] NA [] NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	17 707 [] NA [] NAP

Commentaires Comments: 3.2 Notice cases of summary fines are not included. The number of summary fines: 38433.

The decrease in the number of cases "3.2. Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor" is due to a change in the law. The law on certain type of fine (rangaistusmääräysmenettely) was abolished in 2016 and replaced with the law on fines and summary penalty fee (laki sakon ja rikesakon määräämisestä (754/2010). According to this law, the police can order the summary penal fee. This page, in Finnish, shows figures of the amount in euros of these summary fines imposed by prosecutors (2nd graph) and by the police (3rd graph). <https://www.oikeusrekisterikeskus.fi/fi/index/tietopalvelu/tilastotjaavoindata/sakot.html>

3.1.4 Discontinued for other reasons and 3.3. Cases closed by the public prosecutor for other reasons: The prosecutor must waive prosecution if: (1) the prerequisites for the bringing of charges provided in section 6, subsection 1 are not met; (2) the prosecutor waives prosecution on the basis of section 6, subsection 2; (3) the injured party has not requested that charges be brought or another special prerequisite provided in law for the bringing of charges referred to in section 2, subsection 2 is not met and the nature of the case requires that a separate decision be made. The prosecutor may waive prosecution if: (1) if no sentence more severe than a fine is to be anticipated for the offence and the offence, with consideration to its detrimental effects or the degree of culpability of the offender manifested in it, is to be deemed petty as a whole; and (2) if the suspect had not reached the age of eighteen at the time of the commission of the suspected

offence and no sentence more severe than a fine or imprisonment for at most six months is to be anticipated for this offence and it is to be deemed to be more the result of lack of understanding or thoughtlessness than of heedlessness of the prohibitions and commands of the law. In addition, the prosecutor may waive prosecution, unless an important public or private interest requires otherwise if: 1) if criminal proceedings and punishment are to be deemed unreasonable or inappropriate in view of a settlement reached by the suspect in the offence and the injured party, the other action of the suspect in the offence to prevent or remove the effects of the offence, the personal circumstances of the suspect in the offence, the other consequences of the act to him or her, the welfare and health care measures undertaken and the other circumstances; (2) under the provisions on joint punishment or on the consideration of previous punishments in sentencing, the suspected offence would not have an essential effect on the total punishment; or (3) the expenses in continuing to consider the case would be in manifest disproportion to the nature of the case and to the sanction possibly to be expected in it. Also, If charges are being considered for two or more offences for which the same person is suspected and if he or she has contributed to the clarification of one or more of the suspected offences, the prosecutor may decide not to bring charges for all of the suspected offences. However, charges shall be brought if required by an important public or private interest.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires The known number of guilty plea procedures is 80. However, the number could be higher as the use of this procedure is not systematically reported, especially when it takes place during the main trial.

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration;
Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges



110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : Open vacancy announcement

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Please see general comments.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : It is independent. The Government appoints the Judicial Appointments Board for a term of five years at a time after the nomination by the different courts, and the Finnish Bar Association of the representative of attorneys-at-law, the Prosecutor General of the representative of prosecutors and the Ministry of Justice of the representative of legal research and education.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel :

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The promotion procedure is the same as for appointment.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

- Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État
- Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)
- Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)
- Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)
- Un modèle mixte (veuillez expliquer)
- Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : As regards jurisdiction, the Prosecution service is independent. It is administratively under the authority of the Ministry of Justice. (

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

- Procureur général
- Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service
- Pouvoir exécutif
- Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

] principalement par concours (concours ouvert)

] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

] autre (veuillez préciser) :public announcement of open vacancies

Commentaires Please see general comment.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

] Une instance composée seulement de procureurs

] Une instance composée seulement de non procureurs

] Une instance composée de procureurs et de non procureurs

] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : No recruitment authority per se. Public prosecutors are recruited with public announcements made to official government recruitment websites (Valtiolle.fi). Initial recruitment processes are handled by prosecution district. The appointment is made by Office of the Prosecutor General for prosecutors, and by prosecution district for junior prosecutor (apulaissyttäjä).

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/>] NAP	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/>] NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres :

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

) Oui

) Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel :

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

) Oui

) Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

] Concours / Examen

] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : See appointment procedure.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)
- Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
- Autre(s)
- Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): The same as for appointment.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Under certain conditions, it is possible to appoint a temporary judge.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

- Pour des raisons disciplinaires
- Pour des raisons organisationnelles
- Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :
- Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

- Oui, durée de la période probatoire (en années) :
- Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :68
- Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : Under certain conditions, it is possible to appoint a temporary prosecutor.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit
Courts: National Courts Administration and Judicial Nominations Board

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : In-service training for the use of computer facilities in courts: The National Courts Administration had two large digitalization projects ongoing, HAIPA (for administrative and special courts, project finished) AIPA (for general courts, partially implemented but still ongoing). These projects also trained court staff on the use of the systems. So, when courts moved to use these systems, or their new features, the frequency of the training increased as a response to increased need. Correspondingly, when there have not been some many changes in the use of these systems there has less training.

In-service training on ethics: Ethics has been added as a topic to the initial training program (junior judges, assessors). Thus, it is now organized yearly.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Ethics is a topic in the "Starting as a prosecutor"- training. This is offered to all new prosecutors, so it is organized when there are new prosecutors. But no training is mandatory.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

Fréquence de la formation continue

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Ethics is a topic in the "Starting as a prosecutor"- training. This is offered to all new prosecutors, so it is organized when there are new prosecutors. But no training is mandatory.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	856 500 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. All judges have done a one year in-bench-training. Most of the judges have also worked as referendaries (assistant judges) so they have been learning on the job. They have also been able to participate in training whilst working as referendaries.

Judges are also trained in courts by other judges, so they are learning by doing. NCA offers training for all judges (newly appointed and experienced). We have different levels in our training (basic, deepening and special) and basic training is more appropriate for the new comers but not exclusively. The need of training of new person depends their background, working experience and education.

There is also a three-year program for Junior Judges but at the moment only part of the new judges can take part in it. The purpose is to expand the system in the future.

For prosecutors, the Office of the Prosecutor General arrange prosecutors' training at work.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour les juges	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	271 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour le personnel non-juge	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . Due to the pandemic, in 2020 most of the trainings organised by National Court Administration (NCA) were moved online. Lectures were conducted as interactive distance learning, with the help of Skype-for-Business, video conference equipment or Teams. The numbers in above table for judges and other non-judge staff indicate the training days and amounts organized by NCA in 2020.

In addition, NCA has produced some courses in e-learning mode and also makes available to court staff many eCourses produced by government or other state-owned organizations. The staff has free access to these via an online learning platform, and NCA does not follow-up the participation. The courts also organize trainings for their judges and court staff themselves. Judges also participate to trainings organized by other courts, universities, and other entities. So the numbers indicated here describes the minimum amount of the training offered for judges. NCA organized some trainings together with Legal aid. Legal advisors also participate to those trainings.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	10 318 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 666 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 076 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 652 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	374 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The numbers for judges and other non-court staff include only those who participated to the training organized by NCA.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	66 900 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	136 300 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Procureur au début de sa carrière	50 880 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires Prosecutors in Finland are not bound on Court instances.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

[X] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. The permission is not based on the type of job but the effect it has. Please see the general comment.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : The permission is not based on the type of job but the effect it has.

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Juges uniquement

() Juges et représentants d'autres professions juridiques

() Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Procureurs uniquement

() Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

() Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

() Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions



140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice
- Ceci n'est pas possible

Commentaires If citizens make a formal complaint to the supervisor, it is registered, and the supervisor has to make a decision. This decision might be the warning, or it might be that the complaint is ungrounded, or that it is grounded but the mistake is so small that no formal action needs to be taken. Similarly, if the citizens make a complaint to the Ombudsman/Chancellor, this is registered, and he/she has to make a decision. Therefore, in both of the cases, there is no other act to initiate the disciplinary proceedings, the formal request from the citizen is the initiation. The reply to Q140 follows the same logic.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal

- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :Chancellor of Justice

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Autre	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Judges: The Parliamentary Ombudsman's office registered 257 new proceedings. However, the Parliamentary Ombudsman compiles their statistics slightly differently. Cases that relate to, for example, tax cases in administrative courts, debt recovery proceedings in the district courts, cases in Insurance Court and land cases are filed under the relevant substance matter and not court cases. Therefore, the Ombudsman handles more court related cases that it statistically looks.

The Chancellor of Justice received 274 complaints against the general courts, 67 against the administrative courts and 19 against the specialist courts. So in total he received 360 complaints. He also randomly checked 3 106 criminal judgments, out of which 43 were looked at more closely. In addition, he received 55 notification of suspected crime in office related to a judge.

Prosecutors: The Parliamentary Ombudsman's office registered 96 new proceedings. However, the Parliamentary Ombudsman compiles their statistics slightly differently and some cases that relate also to prosecutors are filed under the police or court cases.

Chancellor of Justice received 163 complaints against the prosecutors.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Judges:

The Parliamentary Ombudsman's office gave 228 decisions. Ombudsman has issued a decision with his position on the matter as well as the steps to be taken in 16 cases. 12 of those were guidance (ohjaava) or reprimand (moittiva). In 2 cases he gave a recommendation (esitys) and 2 cases lead to other action (muu toimenpide). However, the Parliamentary Ombudsman compiles their statistics slightly differently. Cases that relate to, for example, tax cases in administrative courts, debt recovery proceedings in the district courts, cases in Insurance Court and land cases are filed under the relevant substance matter and not court cases. Therefore, the Ombudsman handles more court related cases than it statistically looks. Chancellor of Justice issued 22 reprimands and 29 instructions. In six cases he applied the Supreme Court to nullify a decision. He notified the Ombudsman of 14 cases concerning the courts.

Prosecutors:

The Parliamentary Ombudsman's office gave 98 decisions. Ombudsman has issued a decision with his position on the matter as well as the steps to be taken in 5 cases. Those were guidance (ohjaava) or reprimand (moittiva).

Chancellor of Justice issued 3 reprimands and 13 instructions. He transferred 1 case to the Ombudsman.

The Office of the Prosecutor General publishes summary descriptions of cases where the decision taken by a prosecutor or their action has resulted the Prosecutor General to take action. In 2020 there were 30 of such published cases. More here (in Finnish):

<https://syyttajalaitos.fi/kanteluratkaisuja?tab=2020>

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Prosecutors: Ministry of Justice, Department for Criminal Policy and Criminal Law, Criminal Procedure Unit

Judges: National Courts Administration

Annual Reports of the Chancellor of Justice and Parliamentary Ombudsman

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	4 087 [] NA	[X] NA	[X] NA

Commentaires In 2020, the total number of lawyers includes 2211 attorneys-at-law, 1664 licensed legal counsels and 212 public legal aid lawyers. These lawyers can represent a client in court. The title of attorney-at-law is protected by law and can only be used by lawyers accepted into the Finnish Bar Association.

The total number of in-house lawyers, trade union lawyers and lawyers working for public authorities is not available.

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) :

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : Professional and ethical standards for the licenced legal counsels are in the Act on Licenced Legal Counsels.

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaire The Disciplinary Board of the Finnish Bar Association

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	506 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	99 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Réprimande	93 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[] NA [X] NAP
4. Amende	2 [] NA [] NAP
5. Autre	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : The "reprimand" includes two different types: admonition which is more lenient (62) and warning (31).

The category "other" encompasses disciplinary proceedings which were closed without sanctions, because inappropriate behavior has been found but it has been so minor that not sanction was considered needed, "seuraamuksen määräämättä jättäminen".

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

[] Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

[] Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

[X] Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

() Oui

(X) Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	2 417 [] NA [] NAP	2 288 [] NA [] NAP	1 802 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	946 [] NA [] NAP	869 [] NA [] NAP	690 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	1 258 [] NA [] NAP	1 217 [] NA [] NAP	956 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	213 [] NA [] NAP	202 [] NA [] NAP	156 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : National Courts Administration

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : National Courts Administration

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat



169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	558 [] NA [X] NAP	223 [] NA [X] NAP	335 [] NA [X] NAP
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	558 [] NA [] NAP	223 [] NA [] NAP	335 [] NA [] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : The staff of the National Enforcement Authority consisted of 335 men and 746 women. This includes all the staff, so also not only enforcement agents.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : approx 65-68
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences



171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
-----------------------	--

Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisie conservatoire des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Other proceedings: - Enforcement of child visiting rights (right of a child to visit a parent). - Empowered to pass over of artificial arrangements (a plea that property belongs to a third party does not prevent the attachment of the property if: 1) it is observed that the position of the third party is based on a financial or other arrangement that has been given a legal form that does not correspond to the actual nature or purpose of the matter, taking into consideration the powers available to the debtor comparable to the authority as owner, measures comparable to those of an owner, the benefits received by the debtor from the arrangement and the other corresponding factors, and 2) such a legal form is apparently being used to avoid enforcement or to retain the property beyond the reach of the creditors, and 3) the applicant's receivable shall probably not otherwise be collected from the debtor within a reasonable time. - Freezing of assets at an early stage of criminal proceedings in collaboration with the police and Customs. - Enforcement of the EU and UN sanctions.

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires Service of judicial and extrajudicial documents, Voluntary sale of moveable or immoveable property at public auction and Other activities (enforced collection of tax debts): the listed activities can only be carried out by enforcement agents if there is an enforceable court decision or another enforceable title that has been submitted to the enforcement agency to be enforced. In previous

cycles, the question was misinterpreted.

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : National Enforcement Authority Finland, and Degree on enforcement fees. Further information by the link:
<https://ulosottolaitos.fi/en/index/informationonenforcement/enforcementfees.html>

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) : Internal Inspection Unit at the Central Administration of the National Enforcement Authority Finland.

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

**183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?
Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.**

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :0

NA

Commentaires Please see general comment.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Pour faute déontologique	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
3. Pour délit pénal	1 <input type="checkbox"/>] NA <input type="checkbox"/>] NAP
4. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
1. Réprimande	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/> X] NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/> X] NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/>] NA <input checked="" type="checkbox"/> X] NAP
5. Autre	<input type="checkbox"/> X] NA <input type="checkbox"/>] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : The Chancellor of Justice issued 66 decisions but unfortunately the outcome is not expressed in the Annual Report. As noted under Q187, the Parliamentary Ombudsman compiles their statistics differently. In relation to the category "enforcement" the Ombudsman issues 242 decisions most of which related to the enforcement (ulosottomenettely). Out of the total 242 decisions 20 resulted in some action (but none to criminal investigation or prosecution). The National Enforcement Authority Finland's Central Administration's Legal Unit noted that in relation to the complaints pending at Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice they have received 12 requests for statements. This is a rough indication of the number of complaints looked at more in depth. The

National Enforcement Authority Finland's Central Administration's Legal Unit issued 1 warning (huomautus) and 3 drawing attention to an issue (huomion kiinnittäminen). We are aware of one possible cases initiated under the Act on Public Officials in Central Government (virkamiesoikeudelliset asiat), it is known that one enforcement officer was dismissed due to a criminal conviction related to his duties.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : National Enforcement Authority Finland, Central Administration, Judicial Unit
Annual Reports of the Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :Oikeusrekisterikeskus (Legal Register Centre)

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). Further information by the links: <https://www.rikosseuraamus.fi/en/index/enforcement.html> , <https://ulosottolaitos.fi/en/index.html> and <https://www.oikeusrekisterikeskus.fi/en/index.html>

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : Legal Register Centre maintains register on fines. Most fines are paid immediately. As a last resort, if the convicted person does not have property that the enforcement officer could seize, some type of unpaid fines are converted into imprisonment. The high rate of effective recovery of fines can be concluded also from the low number of such imprisonments.

It should be noted that fines are enforceable for 5 years. For this cycle, the total recovery rate is taken into account, therefore in a period covering the entire 5 years enforcement period.

9.Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	134 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	134 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 68 - 70
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. As to the "Authentication", the notary Public verifies the signature on the document but not the content of the document itself. As to the "Legalisation of signatures / Apostille" the Apostille is solely issued by Notary Public. As to "Taking of oaths" Notary public can verify the a written statement but does not drat the document. As to "Act as civil servant" a marriage can be performed by the Notary Public, District Registrars at the Digital and Population Data Services Agency as well as certain person is a court and all priests. As to "other" the Notary Public has powers related to certification of official competence, protests of bills of exchange, opening and closing safe deposit boxes, monitoring lotteries and notarization of a copy of a document.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires Please see above.

Legality control of gambling activities: The supervision of gambling services (=rahapelit) is based on Lotteries Act. According to Section 43 (1286/2016), Subsection 1 the National Police Board may appoint official supervisors (=viralliset valvojat) to supervise gambling services (=rahapelit). Subsection 2 stipulates that "Official supervisors shall supervise the compliance of the provision of gambling services with the rules of play (=pelisääntöjä) approved under section 13 and confirm the pools, betting and totalisator betting results and amount of winnings in each round. Official supervisors shall also supervise the draw and mixing of tickets for money lotteries (=raha-arpajaiset) and confirm the result of the draw, unless a notary public performs these tasks with the consent of the National Police Board. (Note: A new law which replaces this Section has come into force on 1.1.2022.) According to the Law in public notaries, Section 2, Subsection 1, item 5, the public notary can "supervise a draw" (valvoa arvontoja). This does not relate to gambling as in gambling for money but a draw on, for example, which one of the applicants can buy a state subsidized flat. The notary public noted that they have even supervised a draw on which one of the inheritors gets to keep a painting form the estate. According to the response of the Notary



9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Aucun	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
-------	---------------------------------	---------------------------------

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires Notary Publics no not have digital archives in Finland.

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :Parliamentary Ombudsman and Chancellor of Justice

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Digital and population data services Agency, District Registrar, notary public

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires Criminal Procedure Act Chapter 6a relates to language of court proceedings and interpretation. Section 2 stipulates on the parties rights to interpretation and Section 6 stipulates that "A person who has the skills required for the task, is honest and is otherwise suitable for the task may serve as an interpreter or a translator. "

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[76]

[] NA

[] NAP

Commentaires They cover 20 languages.

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Criminal Procedure Act Chapter

6a Section 6 stipulates that "A person who has the skills required for the task, is honest and is otherwise suitable for the task may serve as an interpreter or a translator. "

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélectionthe party to the proceedings

Commentaires Please see the general comment.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration
The Finnish National Agency for Education, Board for the Register of Legal Interpreters.

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

- Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité
- Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties
- Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. In general courts: an expert may be heard when proposed by a party to the proceedings (Judicial Procedure Act, Chapter 5, Section 5, Subsection 3) or when the court deems it necessary (Judicial Procedure Act, Chapter 17, Section 7). In administrative courts: an expert may be heard when proposed by a party to the proceedings or when the court deems it necessary. Here it is worth noting the different definition to "party to a proceedings". This can also mean the authority that has issued the appealed decision.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

- Oui
- Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

- national
- par circonscription administrative ou état fédéré
- par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

- Oui sur Internet
- Oui
- Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

- Le Ministère de la Justice
- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : No one as judicial experts are not registered.

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires NAP

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires Code of Judicial Procedure and Administrative Judicial Procedure Act stipulate on the role and tasks of the expert.

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Code of Judicial Procedure states that a person who is connected with the case or a party in a manner that endangers their impartiality may not serve as an expert witness. The Administrative Judicial Procedure Act has a similar stipulation.

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	()	(X)
Qualité de l'expertise	()	(X)
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- () Oui
- (X) Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- [] Le processus de sélection
- [] La formation initiale ou continue
- [] Les procédures disciplinaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : National Courts Administration

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Additional funding to reduce the backlog created by corona.

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non

NA

Si oui, veuillez préciser : For prosecution: PowerBI tool. The prosecutors will use the same case management system AIPA as the general courts. The implementation of this is ongoing - so far only used for fines.

Development of the case management system for the general courts (AIPA) continues. The project to develop the case management system for the administrative courts (HAIPA) was finalised. The Courts have started using the new system in phases - October 2019 Supreme Administrative Court and Administrative Court of Helsinki started using it in some cases (pilot project), in May 2020 in the Supreme Administrative Court, Administrative Courts (including the Åland Islands) and Insurance Court begun using it, and in November 2020 the Market Court begun using it. The Labour Court will start using the HAIPA in January 2021.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The government will reinforce the legal protection of asylum seekers by enabling the use of a counsel at the asylum interviews. In addition, hourly rates for the counsels will be introduced and the general appeal periods applicable in the administrative courts will be taken into use in the asylum procedure. Law was drafted in 2020.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In Finland we don't have High Judicial Council but the National Courts Administration. The Chapter 19a of the Courts Act entered into force on 1 January 2020. This chapter stipulates on the National Courts Administration.

The National Courts Administration of Finland begun functioning on 1 January 2020. More here:

<https://tuomioistuinvirasto.fi/en/index.html>

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : For prosecution: planning the reorganization of training, particularly developing the initial training, developing the work of the secretaries, planning cooperation with a training institute (university of applied sciences) which aims at further educating the secretaries, developing guides for procurement. For enforcement: planned and adopted, analytics. planned, organisational restructuring.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : The working group on video recording of the witness statements in the District Court started in 2020. The aim is to prepare a government proposal relating to the use in the courts of appeal of the witness statements given and recorded (video and audio) in the district courts. This reform aims to a) improve the correctness of the evaluation of the evidence in the appeal stage, b) increase the efficiency of the appeal process, and c) reduce the cost and other negative effects of the appeal to the parties and witnesses.

In addition, using the recordings in the appeal process could emphasise the role of the Court of appeal as a control of the correctness of the decision of the district court. It could also increase to focus the process to district courts.

The aim is to apply the new procedure in all cases which include witness statements.

The Government proposal is in the Parliament now (2021) and the aim is to start applying the new process in 2022.

More information here (mostly in Finnish): <https://oikeusministerio.fi/en/project?tunnus=OM033:00/2018>

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : A working group has made preliminary research into the possibility to add mediation to administrative cases. This is at very initial stages, and no decisions have been taken yet. More here (mostly in Finnish):

<https://oikeusministerio.fi/en/project?tunnus=OM078:00/2020>

Preparation of the Arbitration Act reform is still in progress. This reform aims to modernize current legislation on arbitration. More here (mostly in Finnish): <https://oikeusministerio.fi/en/project?tunnus=OM003:00/2019>

The current situation of mediation and alternative ways of resolving conflicts, existing structures and the functioning of legislation in the administrative branch of the Ministry of Justice will be examined. The aim is to develop mediation activities and promote the use of

mediation. The work is organised by a working group appointed by the Ministry of Justice on 1.3.2020. More here (mostly in Finnish):<https://oikeusministerio.fi/hanke?tunnus=OM028:00/2020>

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice has working groups related to the prevention of crime, for example: - working group on prevention of radicalization continues. More information here (mostly in Finnish):

<https://oikeusministerio.fi/en/project?tunnus=OM038:00/2019>

- Prevention of crime; The objective of the project is to develop crime prevention services and referral to services in accordance with the Government Programme Record. A special target group is young people who show signs of crime and use drugs. The aim is also to prevent repeat crime and to promote the referral of offenders and those released from prison to anti-repeat crime services, such as rehabilitation programmes and substance abuse and mental health services. The aim is to increase the possibilities for sentenced persons to participate in activities supporting non-criminal life during and after the sentence is served. More information here (mostly in Finnish):

<https://oikeusministerio.fi/en/project?tunnus=OM037:00/2019> More general information on crime prevention in Finland here:

<https://rikoksentorjunta.fi/en/frontpage>

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice has submitted a government proposal on the new organisation of the Criminal Sanctions Agency. The new organisation will enter into force in early 2022. According to the proposal, the new organisation would consist of four national responsibilities: development and guidance, customer processes, administrative and support services and operational activities. 11 criminal sanction centres would be set up in the area of responsibility for operational activities Criminal sanction centres would consist of prisons and community sanction offices. The reformed organisational structure, management and steering system of the Criminal Sanctions Agency would better support the organisation of nuclear activities, the attainment of strategic objectives and the development of activities. Reforming the organisation and management system would promote the introduction of harmonised practices and customer processes in all units and improve the ability to organise functions in a networked manner as part of the service system of society.

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The Ministry of Justice continues its work on developing a model on how to act with children whose symptoms include criminal activities.

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Planned reforms include a comprehensive reform of legislation on sexual offences. The memorandum regarding the reform was published in 2020 and the proposal will most likely be handled in the parliament during the autumn 2021. In addition, a working group has been working for a reform of legislation on restraining orders. The memorandum including the working group's proposals will be given in autumn 2021. Adopted reforms include an Action Plan for Combating Violence against Women, which was published in 2020 and will be implemented during the years of 2020-2023.

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : New system for conducting remote hearings. Improvement of e-services such as possibility to communicate with courts online, particularly in criminal and civil cases, are planned. NCA will be working on a holistic ICT-governance strategy for the courts - this will include improving capabilities for digitization. The development of the new case management system (AIPA) continues. Court process servers: a new electronic tool (robotics based) for their contact information check is under development.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : So called "LEAN-project". The project will assess ways of improving the efficiency of the criminal proceedings and speeding up the processing of criminal cases and the need to amend the Pre-trial Investigation Act. More information here (mostly Finnish): <https://oikeusministerio.fi/hanke?tunnus=OM046:00/2020>

Overall review of the sanction system: Several individual reforms have been made to the legislation on the sanction system over the years. The purpose of the project is to examine the legislation on the sanction system as a whole and to assess how the legislation needs to be clarified and harmonised in order to make it as effective as possible. More information here (mostly Finnish): <https://oikeusministerio.fi/hanke?tunnus=OM027:00/2020>